MANIFESTE POUR LA CRÉATION D'UNE ORGANISATION HACKER EN FRANCE

Devant l'évidence de la catastrophe, il y a ceux qui s'indignent et ceux qui prennent acte, ceux qui dénoncent et ceux qui s'organisent. Nous sommes du côté de ceux qui s'organisent.
Anonyme, *Appel*

En pratique, le Contre-Net et la TAZ peuvent être considérés comme des fins en soi – mais, en théorie, ils peuvent aussi être perçus comme des formes de lutte pour une réalité différente.
Hakim Bey, *TAZ : zone d'autonomie temporaire*, 1991

I – La contre-culture hacker

Il n'a jamais été question d'être méchants ou destructeurs, même quand nous combattions les contre-vérités diffusées par les média de masse. Nous formions un ensemble de gens bizarres, qui exploraient un univers nouveau et partageaient leurs découvertes avec qui voulait bien l'entendre. Nous étions dangereux.
Emmanuel Goldstein, *The Best of 2600: A Hacker Oddyssey*, 2008

Oui, je suis un criminel. Mon crime est celui de la curiosité. Mon crime est celui de juger les gens par ce qu'ils pensent et disent, pas selon leur apparence. Mon crime est de vous surpasser, quelque chose que vous ne me pardonnerez jamais.
The Mentor, *The Conscience of a Hacker*, 1986, paru dans le numéro 7 du magazine électronique *Phrack*

Les préjugés sur le mouvement hacker sont si profondément ancrés dans l'inconscient collectif qu'ils se suffisent à eux-mêmes. Le grand public oscille entre d'une part l'image terroriste véhiculée par le complexe médiatico-policier, et d'autre part celle d'un explorateur des frontières du cyber-espace transmise par la mauvaise science-fiction. À tel point que très peu connaissent le sens réel du mot *hacker*, et moins encore ont une vue globale de ce dont il s'agit.

Comme souvent, c'est l'étymologie qui permet le meilleur éclairage : hacker est un vieux mot anglais, issu du jargon des bûcherons, signifiant littéralement *hacheur*. Hacheur de bois. Le *hacker* est celui qui produit de petits objets sophistiqués à partir du bois qu'il coupe. C'est celui qui « bidouille » sa matière première. La langue anglaise a conservé l'usage de ce mot dans ce sens.

C'est dans les années 1960, aux États-Unis d'Amérique, que ce mot apparut dans le contexte des technologies de l'information. Dans les prestigieuses universités de ce pays, l'informatique commençait enfin à produire des résultats intéressants pour d'autres disciplines, et elle était donc de plus en plus reconnue en tant que science à part entière. Les informaticiens cherchèrent alors à s'affirmer aux yeux du reste de la communauté scientifique, et se demandèrent donc ce qui pouvait les caractériser, les différencier. Ils en vinrent à se dire que, finalement, la méthode scientifique (poser un problème, proposer une hypothèse, imaginer une expérience pour la confirmer ou l'infirmer, recueillir puis interpréter les données, et éventuellement recommencer, encore et encore) s'apparente largement à de la « bidouille », surtout dans leur spécialité.
C'est ainsi que le mot *hacker* devint le marqueur identitaire de toute une génération de scientifiques.

Cette génération, c'était celle de la jeunesse née juste après la Seconde Guerre Mondiale. Pour majorité aisée et cultivée, elle fréquentait les grandes universités telles que Berkeley ou le MIT. Une jeunesse insouciante qui souhaitait élargir ses horizons, et fit exploser les morales anciennes grâce aux idées nouvelles issues de la contre-culture apparue au cours de la décennie précédente : la Beat Generation de Burroughs et de Kerouac. À l'Université de Californie du Sud (Berkeley), on expérimentait le LSD, on développait BSD UNIX, le premier système informatique *open source* (quoi que pas encore un logiciel libre) et, au sud de la Baie de San Francisco, on créait la Silicon Valley ; c'est dans cette même San Francisco qu'en 1967 fut célébré le Summer of Love et l'avènement de la musique psychédélique.
La contre-culture imprégna petit à petit la totalité de la communauté hacker, et son impact reste visible de nos jours à divers degrés. Ancien *phreaker*, Steve Wozniak co-fonda Apple (sa *blue box*, dispositif de fraude aux télécommunications, est aujourd'hui exposée dans un musée). Créé dans un but strictement militaire, l'ancêtre d'Internet devint le terrain de jeu des hackers du monde entier, qui bâtirent au quotidien les briques de base d'un réseau dont plus personne ne peut se passer de nos jours. D'un réseau de communication militaire, ils firent le plus formidable outil de libération de l'individu jamais créé.

Né dans les années 1960, le mouvement hacker s'étendit et se propagea partout dans le monde pendant les années 1970.

La décennie suivante vit la politisation du mouvement, avec l'apparition du genre Cyberpunk, la formation des premiers groupes de hackers tels que le Chaos Computer Club en Allemagne (1984), et la naissance des magazines *Phrack* (1985) et *2600: The Hacker Quarterly* (1984). Des associations (Electronic Frontier Foundation, etc.) se créèrent afin de réfléchir à l'impact des nouvelles technologies sur nos sociétés. Les États se sentirent menacés et commencèrent à se doter d'un arsenal répressif (en France, la loi Godfrain du 5 janvier 1988). Richard Stallman formalisa un certain nombre d'idées flottant dans l'air de l'époque et accoucha du concept de « logiciel libre ».

Les années 1990 furent celles de l'explosion du nombre d'accès à Internet, notamment suite à l'invention du Web, et la première décennie du XXIe siècle est une époque de folie sécuritaire frappant sans discernement.

Mais on constate que la France est tout bonnement absente de l'histoire de ce mouvement, car elle a tout fait pour empêcher l'émergence d'un milieu hacker sur son territoire. En favorisant le Minitel au détriment d'Internet, en s'armant d'un arsenal répressif irrationnel, en créant de faux groupes de hackers afin de ficher et d'arrêter les éléments « actifs » (on se souvient du Chaos Computer Club France, fondé par Jean-Bernard Condat, agent de la DST), elle brise net toute velléité d'organisation et de structuration.
À part quelques sites web comme le regretté madchat.org, et quelques magazines électroniques tels que *Noway*, *Noroute* ou encore *Cryptel*, le milieu français, systématiquement privé du moindre point de fixation, peine à se faire connaître.
De nos jours, quelques organisations isolées, quelques hacker spaces (ou hacklabs), quelques meetings 2600, et une poignée d'événement annuels font vivre un milieu qui ne se renouvelle que difficilement. Finalement, de nombreux hackers préfèrent rester dans l'ombre, se rabattant parfois sur les associations de défense et de promotion du logiciel libre (April), ou des collectifs de vigilance citoyenne (La Quadrature du Net).
Le monde militant, pleinement victime de la désinformation ambiante, ne se sent pas vraiment concerné par le discours hacker, et va parfois même jusqu'à le rejeter, au nom de préjugés totalement infondés.
Enfin, et malheureusement, la contre-culture hacker est largement confondue avec la sous-culture *geek*, ce qui a le désastreux effet de briser net tout élan revendicatif, toute velléité militante.

En ce début de XXIe siècle, en France, être un hacker c'est être isolé et constamment menacé par la folie sécuritaire ambiante.

II – Des organisations peu représentatives

L'organisation révolutionnaire est l'expression cohérente de la théorie de la praxis entrant en communication non-unilatérale avec les luttes pratiques, en devenir vers la théorie pratique. Sa propre pratique est la généralisation de la communication et de la cohérence dans ces luttes.
Guy Debord, *La Société du Spectacle*, 1967

Il est actuellement presque impossible de se revendiquer ouvertement hacker. L'immense majorité des formations politiques refuse de prendre ce mouvement au sérieux, certaines allant même jusqu'à le juger dangereux. Les seules organisations susceptibles d'accueillir des hackers sont des organisations ne recoupant que partiellement les préoccupations des hackers.

Commençons par l'organisation la plus évidemment proche du milieu hacker : Indymedia. Sa genèse (Bataille de Seattle, décembre 1999) et son évolution sont intimement liées au milieu hacker, surtout en ce qui concerne 2600 : Indymedia New-York fut, à sa création, hébergé dans les locaux-mêmes du magazine, et Jello Biafra, auteur du célèbre slogan « Don't hate the media, become the media. », est un ami d'Emmanuel Goldstein. En France, de nombreux hackers se sont impliqués dans la création des divers groupes Indymedia actifs localement, mais leurs idées n'ont jamais réellement pu influencer au-delà de l'organisation strictement interne de ces groupes. Au final, ces plates-formes de publication ouvertes ne reflètent que très rarement d'autres opinions que celles de la gauche militante historique. Indymedia a largement porté le mouvement anti/altermondialiste, dans lequel peu de hackers se sont reconnus, pour diverses raisons. Les équipes de modération et/ou de publication peuvent cependant s'avérer très ouvertes car elles savent l'importance des hackers dans l'histoire d'Indymedia, et ces cellules, à défaut d'être des points de fixation potentiels, peuvent constituer d'excellents vecteurs de communication externe, d'autant que leur lectorat est assez demandeur de points de vue novateurs. Il en va de même, bien entendu, pour l'ensemble des organisations libertaires et/ou militantes : peu et mal informées, elles ne peuvent servir de point de fixation, mais elles disposent d'un réel savoir-faire (communication externe, gestion des crises policières, etc.) et sont généralement intégrées à des réseaux d'envergure internationale.

Continuons par le monde du logiciel libre. Il est constitué à la fois d'organisations locales (groupes d'utilisateurs de logiciels libres) et nationales (April, etc.). L'inconvénient majeur de ce type de structures est qu'elles sont littéralement bloquées par leur objectif : les logiciels libres, en tant qu'acteurs majeurs de l'industrie du logiciel, sont un moyen comme un autre de faire des affaires, de générer du profit. De grands noms de la violation de la vie privée tels que Google, Yahoo! ou encore MySpace et Facebook sont d'indéfectibles soutiens au monde du logiciel libre, car ils en utilisent, en développent, en financent. On retrouve donc des employés de ces entreprises parmi les adhérents des associations locales et nationales, voire même ces entreprises elles-mêmes en tant que personne morale (Google France est par exemple membre de l'April). Cela explique la grande disparité des opinions politiques que l'on trouve au sein de ces associations ; il faut garder à l'esprit que l'on peut tout-à-fait être favorable à certaines mesures sécuritaires et être un fervent défenseur du logiciel libre, ces deux idées ne sont pas incompatibles. Ces associations ne pourront donc jamais se mobiliser sur certains sujets dont se préoccupent bon nombre de hackers, car elles perdraient alors toute la crédibilité durement gagnée par des années de labeur. Elles font un travail remarquable, mais ne peuvent servir de point

de fixation au mouvement hacker.

Enfin, il existe quelques collectifs citoyens réputés proches du milieu hacker, parfois à raison, souvent à tort.
Au tout début du mouvement de protestation contre la loi DADVSI (Droits d'Auteurs et Droits Voisins dans la Société de l'Information, adoptée en juin 2006, rendant illégal le développement de certains logiciels libres et punissant le partage d'informations non-libres par des peines de prison ferme), la branche française de la Free Software Foundation (Fondation pour le Logiciel Libre), anciennement présidée par l'un des co-fondateurs et actuel Délégué Général de l'April, créa l'initiative EUCD.INFO, et débloqua des fonds pour le financer. EUCD.INFO publia un texte intitulé « Le DADVSI et le logiciel libre : la quadrature du cercle ». L'activité de ce groupe cessa peu après l'adoption et l'entrée en application de la loi, et un autre collectif fut fondé, prenant son nom du titre du texte d'EUCD.INFO : La Quadrature du Net. Ce collectif prit dès le départ pour but de tenter de faire barrage à l'avalanche de textes législatifs liberticides qui se succèdent depuis 2001/2002. Et puisque ces textes sont soutenus par un certain nombre de groupes de pression (industrie du disque et du cinéma, etc.), le collectif décida d'appliquer les mêmes méthodes et de devenir un groupe de pression *citoyen* : tour-à-tour cellule de veille et de vigilance scrutant les moindres faits et gestes des élus ou bureau d'analyse des textes de lois et des communiqués officiels, le collectif appelle en outre les citoyens à faire pression sur leurs élus afin d'influencer leurs votes.

Ce type de structure pose trois problèmes majeurs. D'abord, l'activité d'un groupe de pression est difficilement compatible avec un fonctionnement démocratique. Même dans le cadre de la vigilance citoyenne, le risque de dérive est très important, surtout sur le long terme. Ensuite, les soutiens politiques reçus peuvent varier du tout au tout au gré des élections et des textes législatifs : ces collectifs sont donc condamnés à n'être que des « girouettes » politiques, instables, et auxquelles on peut difficilement se fier. Enfin, ce type d'organisation n'a, par définition, ni programme politique ni inspiration idéologique claire. Elles suivent une stratégie de rustine à court terme, sans le moindre plan à long terme. Il est cependant certain que sur des dossiers précis, un groupe de pression citoyen bien organisé, doté de relais médiatiques fiables et d'un peu de soutien politique peut réussir de jolis coups d'éclat, et remporter des batailles – c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il ne faut surtout pas dénigrer le travail des personnes impliquées. Ce type d'action peut très bien convenir à des hackers modérés peu intéressés par l'idéologie libertaire majoritaire au sein du mouvement, mais le fait de n'être dans aucun camp et dans tous les camps à la fois en rebute plus d'un, qui aimeraient pouvoir clairement revendiquer leurs positions. Quoi qu'il en soit, les quelques barouds d'honneur réalisés par ces collectifs ne doivent surtout pas être pris pour de vraies victoires historiques : l'histoire ne retient, on le sait, que les bouleversements idéologiques, et le souvenir des petites secousses institutionnelles passe avec les gouvernements.

Il est inutile de s'attarder sur les groupes, associations ou partis revendiquant l'identité « pirate », car ils refusent ainsi explicitement l'identité hacker. Leur néant idéologique ne doit être ni excusé ni soutenu : leur non-combat n'est pas celui des hackers.

III – DegenereScience

Aux Français qui se demandent comment éviter Big Brother, nous devons dire la vérité : nous sommes déjà dans une société Big Brother. La seule question qui tienne encore aujourd'hui, c'est savoir comment on va vivre avec.
Alex Türk, Sénateur du Nord, Président de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, juillet 2005

La visibilité est à fuir. Mais une force qui s'agrège dans l'ombre ne peut l'esquiver à jamais. Il s'agit de repousser notre apparition en tant que force jusqu'au moment opportun. Car plus tard la visibilité nous trouve, plus forts elle nous trouve. Et une fois entré dans la visibilité, notre temps est compté. Soit nous sommes en état de pulvériser son règne à brève échéance, soit c'est lui qui sans tarder nous écrase.
Comité Invisible du Parti Imaginaire, *L'Insurrection qui vient*, 2007

Dans son célèbre roman *1984*, George Orwell expose l'un des plus tenaces épouvantails du XX^{e} siècle : Big Brother. De son point de vue Anglo-Saxon, Britannique de surcroît, cloué sur son lit de mort, tout espoir ayant quitté son corps et son esprit, l'auteur entend dénoncer le totalitarisme Communiste en décrivant froidement la pire machine étatique jamais imaginée. De nos jours, cet épouvantail n'a évidemment rien perdu de sa vigueur ; il continue d'alimenter la paranoïa ambiante, et donc de distraire les esprits. Car non, évidemment, la France n'a rien à voir avec la Russie Soviétique, pas plus qu'avec le Royaume-Uni. Cette évidence, l'État Français l'a tout-de-suite intégrée : on peut faire passer toutes les restrictions aux libertés individuelles que l'on veut, tant qu'on n'agit pas comme le ferait l'épouvantail Big Brother.

La République Française, aux origines latines (c'est-à-dire fondée sur les préceptes de la Rome antique), est essentiellement basée sur l'idée que l'État doit servir de tampon entre les individus : l'un de ses rôles premiers, régaliens, est de *policer* les relations entre les individus. Le fameux slogan républicain « La liberté des uns s'arrête là où commence cette les autres. » signifie que l'État prive l'individu de certaines libertés, notamment celles qui pourraient mener un individu à en *blesser* un autre, au propre comme au figuré. Et c'est ainsi qu'en France, contrairement au monde Anglo-Saxon qui considère que dire des bêtises est un droit inaliénable, il est interdit de formuler certains propos

qui pourraient offenser telle ou telle catégorie d'individus. La France, nation des Droits de l'Homme, s'est habituée à vivre sous le régime de l'omniprésente censure d'État. Quand elle ne frappe pas tel historien nostalgique du Reich, elle frappe un rappeur misogyne ou une romancière féministe qui s'essaie au cinéma. La France s'indigne au rythme des scandales qui se succèdent ; la censure est, elle aussi, devenue une partie du Spectacle. Le CSA veille, les Français dorment.

Il y a, cependant, une grosse épine dans le pied de l'État, douleur lancinante qui persiste depuis plusieurs décennies déjà. Car, en effet, Internet représente l'écrasante victoire du modèle Anglo-Saxon, où l'on peut tout dire, tout raconter, tout écouter, tout entendre, tout voir, tout savoir, sans restriction, sans limite, protégé par plusieurs siècles de tradition de liberté d'expression posée sur un socle constitutionnel stable, difficile à remettre en question. À ce modèle étatique de liberté d'expression, la technologie ajoute la fin des barrières géographiques et la quasi-disparition des délais de transmission. Elle ajoute l'impossibilité d'une altération *a priori* des propos, soit l'impossibilité du contrôle de l'expression individuelle. Le rêve des Pères Fondateurs, réalisé par une poignée de scientifiques influencés par la contre-culture.

Face à l'inexorable avancée de la liberté d'expression, les systèmes étatiques basés sur l'abolition partielle ou totale des libertés individuelles n'ont que deux choix : évoluer ou périr. La France ne fait pas exception, elle le sait depuis longtemps ; elle a, malgré tout, choisi de ne pas évoluer, et d'essayer d'inverser la tendance, tant bien que mal : censure accrue, mesures liberticides appliquées au nom de la sécurité des individus, retour en force de l'ordre moral, fichage généralisé, et filtrage des réseaux de communication. La France espère gagner une bataille idéologique qu'elle a manifestement déjà perdu. Pionnière des idéologies libérales depuis le Siècle des Lumières, mais incapable de se remettre en question, elle n'est aujourd'hui plus que l'ombre d'elle-même. Les autres nations n'attendent plus rien d'elle, et les Français non plus.

Nous pourrions, bien sûr, continuer à refuser d'engager le débat de fond qui s'impose, à refuser de changer de cap, et continuer de traiter les symptômes au lieu de traiter le mal. Mais nous pensons qu'une réflexion sur le long terme, basée sur plusieurs décennies de contre-culture hacker, peut provoquer la remise en question nécessaire à l'évolution dont la France a besoin, dont l'humanité toute entière a besoin. La contre-culture hacker est suffisamment mûre et suffisamment universelle pour proposer des réponses à toutes sortes de problématiques concrètes, et surtout participer au débat public des grandes questions de société, bien au-delà des simples questions scientifiques et technologiques. La contre-culture hacker peut servir de base à une réflexion globale, à la fois théorique et concrète. Elle est l'outil dont nous comptons désormais nous servir au grand jour, au lieu de rester dans l'ombre.

À dater de ce jour, nous serons les ennemis déclarés de l'idéologie liberticide ambiante.

À dater de ce jour, nous informerons sans relâche les individus sur le fonctionnement de l'État Français, son idéologie, et les méthodes qu'il emploie pour maintenir le *statu quo*.
Nous refuserons la violence, car elle ne saurait être nécessaire alors que nous maitrisons tous les maillons de la chaine de l'information. Les différents organes de « défense » de l'État peuvent aisément briser n'importe quel individu ; nous le savons et l'assumons, car nous savons également que l'État ne pourra jamais briser une idée juste.
Nous formerons et informerons tout individu ou groupe souhaitant se tenir à l'écart de la surveillance d'État, ou simplement obtenir un certain niveau d'indépendance technologique et/ou idéologique.

Le champ d'application de notre organisation étant potentiellement très vaste, nous souhaitons vivement travailler en collaboration avec tout individu ou groupe qui œuvrerait dans un domaine précis et spécialisé en suivant une idéologie compatible avec la nôtre. Nous ne souhaitons pas saper le travail des groupes, collectifs associations ou hacker spaces existants, et nous serions honorés de travailler en commun avec ces organisations.

De manière générale, nous formerons, informerons et conseillerons tout groupe ou mouvement politique et/ou idéologique, et ce tant qu'il n'est pas opposé au principe fondamental de liberté de circulation de l'information.

Nous invitons toute personne ou groupe pensant être concerné par ce présent manifeste à nous contacter, quelque soit le moyen. Nous invitons tous les hackers, quelque soient leurs tendances ou leurs opinions, à nous rejoindre. Il manquait à la France une organisation hacker, militante, responsable et représentative de la diversité des courants de pensée de la contre-culture, elle existe désormais.

POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION DE L'INFORMATION
CONTRE LA BANALISATION DES PRIVATIONS DE LIBERTÉ

[DegenereScience], août 2009